



Assemblée générale

Distr. générale
10 novembre 2006

Original : français

Soixante et unième session

Point 75 de l'ordre du jour

État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : M. Mamadou Moustapha **Loum** (Sénégal)

I. Introduction

1. La question intitulée « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés » a été inscrite à l'ordre du jour de la soixante et unième session de l'Assemblée générale conformément à la résolution 59/36 de l'Assemblée en date du 2 décembre 2004.
2. À sa 2^e séance plénière, le 13 septembre 2006, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire cette question à son ordre du jour et de la renvoyer à la Sixième Commission.
3. La Commission a examiné la question à ses 8^e et 21^e séances, le 18 octobre et le 9 novembre 2006. Les débats qu'elle a tenus à ce sujet sont consignés dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.6/61/SR.8 et 21).
4. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie du rapport du Secrétaire général sur l'état des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés (A/61/222 et Add.1).

II. Examen du projet de résolution A/C.6/61/L.9

5. À la 21^e séance, le 9 novembre, le représentant de la Suède a présenté un projet de résolution intitulé « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés » (A/C.6/61/L.9) au nom des pays suivants : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Belize, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Croatie, Danemark, El Salvador,



Équateur, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Jordanie, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malte, Mexique, Moldova, Monaco, Mongolie, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Ukraine et Uruguay.

6. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.6/61/L.9 sans le mettre aux voix (voir par. 8).

7. Avant l'adoption du projet de résolution, les représentants de l'Égypte et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations pour expliquer leur position (voir A/C.6/61/SR.21).

III. Recommandation de la Sixième Commission

8. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 32/44 du 8 décembre 1977, 34/51 du 23 novembre 1979, 37/116 du 16 décembre 1982, 39/77 du 13 décembre 1984, 41/72 du 3 décembre 1986, 43/161 du 9 décembre 1988, 45/38 du 28 novembre 1990, 47/30 du 25 novembre 1992, 49/48 du 9 décembre 1994, 51/155 du 16 décembre 1996, 53/96 du 8 décembre 1998, 55/148 du 12 décembre 2000, 57/14 du 19 novembre 2002 et 59/36 du 2 décembre 2004,

Ayant examiné le rapport du Secrétaire général¹,

Remerciant les États Membres et le Comité international de la Croix-Rouge de leur contribution au rapport du Secrétaire général,

Réaffirmant la pérennité des règles humanitaires établies concernant les conflits armés et la nécessité de respecter et de faire respecter ces règles dans toutes les circonstances entrant dans le champ d'application des instruments internationaux pertinents, en attendant qu'il soit mis fin à ces conflits le plus rapidement possible,

Soulignant qu'en cas de conflit armé il peut être fait appel à la Commission internationale d'établissement des faits, en application de l'article 90 du Protocole I² aux Conventions de Genève de 1949³,

Soulignant également que la Commission internationale d'établissement des faits peut faciliter, en prêtant ses bons offices, le retour à l'observation des dispositions des Conventions de Genève et du Protocole I,

Soulignant en outre qu'il faut, pour le renforcer, que le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire soit universellement accepté, et qu'il doit être largement diffusé et pleinement appliqué au niveau national, et se déclarant préoccupée par toutes les violations des Conventions de Genève et des Protocoles additionnels⁴,

Notant avec satisfaction le nombre croissant de commissions nationales et autres organismes intervenant au niveau national auprès des autorités pour les conseiller sur l'application, la diffusion et le développement du droit international humanitaire,

Prenant note avec satisfaction des réunions de représentants de ces organismes organisées par le Comité international de la Croix-Rouge en vue de faciliter la mise

¹ A/61/222 et Add.1.

² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1125, n° 17512.

³ Ibid., vol. 75, n°s 970 à 973.

⁴ Ibid., vol. 1125, n°s 17512 et 17513.

en commun de données d'expérience concrètes et un échange de vues sur leur rôle et sur les problèmes difficiles qu'ils ont à résoudre,

Consciente du rôle que joue le Comité international de la Croix-Rouge en offrant une protection aux victimes des conflits armés,

Sachant gré au Comité international de la Croix-Rouge de ses efforts persévérants pour promouvoir et mieux faire connaître le droit international humanitaire, en particulier les Conventions de Genève et les Protocoles additionnels,

Rappelant que la vingt-huitième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a souligné la nécessité de renforcer l'application et le respect du droit international humanitaire,

Se félicitant de l'entrée en vigueur du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V)⁵,

Prenant note de l'adoption, le 8 décembre 2005, du Protocole additionnel III aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (Protocole III),

Se félicitant de l'important débat suscité par la récente publication de l'étude sur le droit international humanitaire coutumier par le Comité international de la Croix-Rouge et attendant avec intérêt de nouvelles discussions constructives sur la question,

Demandant aux États Membres de faire connaître aussi largement que possible le droit international humanitaire et engageant toutes les parties à des conflits armés à appliquer ce droit,

Rappelant l'entrée en vigueur, le 9 mars 2004, du deuxième Protocole⁶ à la Convention de La Haye de 1954 et se félicitant des ratifications reçues jusqu'à présent,

Prenant note du fait que le Statut de Rome de la Cour pénale internationale⁷, qui est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002, couvre les crimes de portée internationale les plus graves au regard du droit international humanitaire et que, tout en rappelant qu'il est du devoir de chaque État de soumettre à sa juridiction criminelle les responsables de ces crimes, le statut manifeste la détermination de la communauté internationale à mettre un terme à l'impunité de leurs auteurs et à concourir ainsi à la prévention de nouveaux crimes,

Reconnaissant qu'il est utile qu'elle examine l'état des instruments de droit international humanitaire relatifs à la protection des victimes des conflits armés,

1. *Se félicite* de l'acceptation universelle des Conventions de Genève de 1949³ et note qu'une tendance analogue se dégage en ce qui concerne l'acceptation des deux Protocoles additionnels de 1977⁴;

⁵ Voir CCW/MSP/2003/3, annexe V, appendice II.

⁶ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2253, n° 3511.

⁷ *Ibid.*, vol. 2187, n° 38544.

2. *Engage* tous les États parties aux Conventions de Genève qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties aux Protocoles additionnels à une date aussi rapprochée que possible;

3. *Demande* à tous les États qui sont déjà parties au Protocole I², qui n'y sont pas parties, lorsqu'ils s'y portent parties, de faire la déclaration prévue à l'article 90 du Protocole et d'envisager de faire appel, le cas échéant, aux services de la Commission internationale humanitaire d'établissement des faits, en application de l'article 90 du Protocole I;

4. *Prie* tous les États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de devenir parties à la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé⁸ et aux deux Protocoles y relatifs, ainsi qu'aux autres traités de droit international humanitaire relatifs à la protection des victimes des conflits armés;

5. *Invite* tous les États parties aux Protocoles additionnels aux Conventions de Genève à faire en sorte que ceux-ci soient largement diffusés et pleinement appliqués;

6. *Prend note avec satisfaction* de la Déclaration et de l'Agenda pour l'action humanitaire adoptés à la vingt-huitième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, qui a constaté que tous les États devaient adopter des mesures nationales de mise en œuvre du droit international humanitaire visant notamment à assurer la formation des forces armées et à faire connaître ce droit auprès du grand public, et adopter les dispositions législatives nécessaires pour que les crimes de guerre soient punis, conformément à leurs obligations internationales;

7. *Affirme* la nécessité d'une application plus effective du droit international humanitaire;

8. *Prend note avec satisfaction* des activités des services consultatifs du Comité international de la Croix-Rouge qui viennent appuyer les efforts faits par les États Membres pour adopter des mesures législatives et administratives en vue d'appliquer le droit international humanitaire et qui facilite l'échange d'informations entre les gouvernements à cet égard;

9. *Se félicite* du nombre croissant de commissions et comités nationaux chargés de faire appliquer le droit international humanitaire, de promouvoir la transposition en droit interne des traités qui le constituent et d'en assurer la diffusion;

10. *Demande* à tous les États d'envisager de devenir parties au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés⁹;

11. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-troisième session un rapport, établi à partir des renseignements reçus des États Membres et du Comité international de la Croix-Rouge, sur l'état des Protocoles additionnels relatifs à la protection des victimes des conflits armés et sur les mesures prises en vue de renforcer le corps de règles en vigueur constituant le droit international humanitaire, notamment pour en assurer la diffusion et la pleine application au niveau national;

⁸ Ibid., vol. 249, n° 3511.

⁹ Ibid., vol. 2173, n° 27531.

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-troisième session la question intitulée « État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés ».
